

**Sénégal - Relations bilatérales -
Sahel - Lutte contre le terrorisme -
Conférence de presse conjointe de
M. Jean-Yves le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
et de M. Mankeur Ndiaye, ministre
des affaires étrangères du Sénégal -
Propos de M. Le Drian
(Dakar, 15 juin 2017)**

Tout d'abord j'ai été très très heureux de cette journée, ici à Dakar, qui m'a permis de m'entretenir avec mon ami, le ministre des affaires étrangères du Sénégal, Mankeur N'diaye, avec qui j'ai des relations depuis déjà très longtemps. Et surtout d'avoir un entretien approfondi avec le président Macky Sall qui avait déjà rencontré le président Macron en début de semaine. Cela nous a permis de renforcer encore la clarté de nos positions, la convergence de nos orientations, quels que soient les sujets que nous avons pu évoquer.

Nous avons une longue histoire, de coopération, d'action en commun. Nous sommes des pays attachés aux valeurs de la démocratie, que nous entendons respecter et puis nous avons des défis communs, le principal étant le défi sécuritaire. Nos actions pour lutter contre le terrorisme sont totales, nous avons encore envisagé les moyens de les renforcer. Par ailleurs, dans les relations bilatérales, j'ai pu constater, lors des visites que j'ai pu faire aujourd'hui, l'ampleur de cette relation et surtout le fait qu'elle s'oriente vers une très grande modernité. Quand on voit ce que va être le projet du TER au départ de Dakar, quand on voit la modernisation de l'Institut Pasteur, quand on voit les accords passés avec Total, on est totalement dans le XXIème siècle ici à Dakar. Et puis dans le même temps il y a des actions de coopération plus modestes, plus concrètes, plus immédiates, données dans le cadre du programme PAISD par la diaspora sénégalaise, qui par des actions spécifiques permettent un développement au plus près de la réalité. J'ai pu le constater aussi ce matin. Enfin nous avons la même appréciation des crises internationales, que cela soit la crise au Mali, que cela soit notre point de vue à l'égard de la Gambie ou de la Guinée Bissau. La convergence des points de vue a pu se réaffirmer.

C'est une visite qui approfondit encore l'excellence des relations qu'il y a entre la France et le Sénégal. Mankeur Ndiaye et moi-même, nous faisons en sorte que notre coopération se fasse au profit de la jeunesse et des forces vives de nos deux pays. Ce qui suppose de notre part une vigilance et une détermination constante.

J'ajoute que nous avons beaucoup apprécié la volonté du Sénégal d'agir, au sein de la communauté internationale, pour le respect des Accords de Paris, et de prendre toute sa part dans leur mise en oeuvre.

Voilà les quelques propos que je voulais tenir à la presse en me réjouissant à nouveau sur les

liens qui nous unissent.

Q - Nous avons entendu que le président Macron aimerait mettre le focus sur la jeunesse et la société civile en ce qui concerne sa coopération, ce lien de coopération avec l'Afrique en général et le Sénégal en particulier. Est-ce que vous confirmez cela ?

R - Je viens de conclure ainsi si vous m'avez bien écouté. Nous avons convenu avec Mankeur Ndiaye que la volonté commune était de mettre en avant la jeunesse et les forces vives de nos pays. De faire en sorte qu'il y ait une dynamique commune qui se mette en oeuvre, cela se traduira très concrètement parce que c'est un sujet que nous avons abordé.

Q - J'avais une préoccupation : M. Mankeur Ndiaye a dit tout à l'heure, qu'il y a une menace réelle en Gambie. Je voulais savoir ce que la France est prête à faire concrètement pour soutenir ce pays.

R - Le président Barrow a été élu démocratiquement, le droit doit être respecté. J'ai eu le plaisir de l'accueillir à Paris, il y a quelques mois maintenant, très peu de temps après son élection. Alors que j'étais ministre de la défense et nous avons convenu en ce moment-là, de mettre à sa disposition des moyens d'accompagnement pour former ses forces de sécurité.

Nous reconnaissons par ailleurs l'importance du rôle de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ses forces présentes sur le territoire gambien assurent la sécurité, le maintien et le respect du droit. Sur ce point, nous sommes totalement en phase avec les autorités sénégalaises.

Q - Monsieur Le Drian, en ce qui concerne les négociations du G5 Sahel. Êtes-vous confiant d'avoir une résolution aux Nations unies (ONU), malgré l'opposition américaine ?

R - Vous verrez bien, ce qui nous paraît essentiel, c'est que devant l'accroissement de la menace terroriste sur certains États du Sahel - singulièrement d'ailleurs sur le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dans la zone dite des trois frontières - il est intéressant de constater que ces pays, dans le cadre du G5, ont décidé de créer une force conjointe pour mener des opérations contre le terrorisme. Ces pays veulent assurer leur propre sécurité. Il faut les appuyer dans cette démarche. Parce que la sécurité des africains ne viendra que par les africains eux-mêmes. Dès qu'il y a des initiatives de ce type qui sont prises, la France les appuie par sa présence aux conseils de sécurité. Nous sommes membres permanent, le Sénégal est membre du conseil de sécurité. Nous essayons de faire avancer cette thèse.

Q - Justement sur le G5 Sahel, le président de la République sera à Bamako, le 5 juillet prochain pour le sommet des chefs d'État du G5. Est-ce que vous estimez gênant qu'un pays comme le Sénégal ne fasse pas partie du G5 ?

R - C'est un peu l'histoire, ce qui est certain pour nous, c'est que le G5 Sahel ne se fait pas contre le Sénégal. Le G5 Sahel est fait pour combattre le terrorisme. Essayez de trouver des

moyens dans cette direction, en créant cette force conjointe. Il faut qu'il y ait entre le G5 Sahel et le Sénégal des relations de confiance, de sérénité et de clarté./.